

[Accueil](#) > ... > [Vos Droits](#) > [Victimes de La Criminalité](#) > [Droits Des Victimes Par Pays](#) > 5 - Mes droits en matière d'aide et d'assistance

5 - Mes droits en matière d'aide et d'assistance

Le Secrétariat général à l'égalité des sexes - centres de conseil pour la violence contre les femmes est placé sous la tutelle du ministère de l'intérieur

Le Secrétariat général à l'égalité des sexes a créé et gère un réseau entier de 62 structures destinées aux femmes victimes de violences.

Ce réseau comprend une ligne téléphonique SOS 15900 fonctionnant 24h/24, 40 centres de conseil et 21 centres d'hébergement qui accueillent les femmes victimes de violences et leurs enfants.

La ligne téléphonique SOS 15900 est assortie de l'adresse électronique sos15900@isotita.gr. Elle fonctionne 24h/24 tous les jours de l'année et propose ses services en grec et en anglais; le coût de la communication est celui d'un appel local.

Les centres de conseil fournissent gratuitement un soutien psychosocial et juridique, tandis que leurs services s'étendent désormais aux conseils en matière d'emploi des femmes, mais aussi aux femmes victimes de discriminations diverses (réfugiées, mères seules, Roms, etc.). Vous trouverez des renseignements concernant les adresses et les numéros de téléphone des centres de conseil à l'adresse suivante: <http://www.womensos.gr/> et sur la page du réseau social facebook: WomenSOS.gr

CONTACT:

Site web du Secrétariat général à l'égalité des sexes: <http://www.isotita.gr/>

Centre de recherche pour l'égalité (KETHI)

Le Centre de recherche pour l'égalité (KETHI) apporte un soutien psychologique et une assistance juridique aux victimes de violences domestiques et gère un centre d'hébergement pour les femmes victimes de violences et leurs enfants mineurs.

Le Centre de recherche pour l'égalité (KETHI)

- est une personne morale de droit privé qui a été créée en 1994 et fonctionne sous la tutelle du Secrétariat général à l'égalité des sexes (G.G.I.F.)
- possède des services régionaux/locaux qui apportent un soutien psychologique et une assistance juridique aux victimes de violences domestiques
- fournit gratuitement un soutien psychologique et une assistance juridique
- fournit des informations, des services de conseil et un soutien aux femmes qui font face à des problèmes en matière d'emploi et d'exclusion sociale
- gère depuis 1993, en collaboration avec la préfecture d'Athènes, un centre d'hébergement pour les femmes victimes de violences et leurs enfants mineurs.
- CONTACT:

Site web: <https://kethi.gr/>

Centre national de solidarité sociale (EKKA)

Le Centre national de solidarité sociale coordonne un réseau de prestation de services de soutien social destinés à des personnes, à des familles et à des groupes de population en situation de crise psychosociale ou nécessitant une aide sociale immédiate.

Le Centre national de solidarité sociale (EKKA)

- est une personne morale de droit public ayant son siège à Athènes et placée sous la tutelle du ministère du travail, de la sécurité sociale et de la solidarité sociale.
- Ses services sont les suivants:
- Ligne d'aide sociale immédiate (composer le «197») à la disposition de tous les citoyens. Fonctionne tous les jours 24h/24. L'appel est gratuit.
- Ligne nationale de protection de l'enfance (composer le «1107») pour les questions concernant les enfants. Fonctionne tous les jours 24h/24.
- Centres de soutien social à Athènes, Le Pirée et Thessalonique.
- Centres d'hébergement pour les citoyens confrontés à de graves problèmes socioéconomiques dans l'Attique.
- Refuges pour les femmes - seules ou avec leurs enfants - qui sont en danger, à Athènes et Thessalonique.
- Les services offerts sont les suivants:
- services de conseil et information en matière d'assistance sociale
- soutien social et psychologique à des personnes ou à des familles, hébergement immédiat de femmes - seules ou avec leurs enfants - qui se trouvent en danger (surtout des victimes de violences domestiques ou de la traite des êtres humains)
- hébergement de longue durée en centres d'accueil pour les personnes en situation de crise ou en situation de besoin social urgent
- coopération et médiation afin de faciliter l'accès aux services de solidarité sociale proposés par d'autres organismes.
- Enfin, le Centre mobilise des équipes d'intervention rapide, essentiellement composées de psychologues et de travailleurs sociaux, qui sont chargées d'assurer un soutien psychosocial en cas de catastrophes naturelles (séismes, inondations, incendies, etc.), d'accidents, de naufrages de grande ampleur, ainsi que dans toutes les situations de crise concernant un grand nombre de personnes et rendant indispensable leur mobilisation.

CONTACT:

Site web: <http://www.ekka.org.gr/>

Réseau d'enregistrement de la violence raciste

CONTACT:

Site web: [RÉSEAU D'ENREGISTREMENT DE LA VIOLENCE RACISTE \(ΔΙΚΤΥΟ ΚΑΤΑΓΡΑΦΗΣ ΠΕΡΙΣΤΑΤΙΚΩΝ ΡΑΤΣΙΣΤΙΚΗΣ ΒΙΑΣ\)](#)

Conseil grec pour les réfugiés

Le Conseil grec des réfugiés est un organisme non gouvernemental qui soutient les réfugiés et les demandeurs d'asile en Grèce en leur fournissant divers services psychosociaux et juridiques.

Le Conseil grec des réfugiés

- est un organisme non gouvernemental créé en 1989 pour soutenir les réfugiés et les demandeurs d'asile en Grèce
- aide les réfugiés à s'intégrer harmonieusement en Grèce en leur proposant divers services psychosociaux et juridiques
- est le seul organisme non gouvernemental grec sans but lucratif qui s'occupe exclusivement des personnes qui demandent l'asile en Grèce et sont considérées comme des réfugiés

- est inscrit au registre du ministère des affaires étrangères et du ministère de la santé et de la solidarité sociale en tant qu'association reconnue comme spécifiquement philanthropique
- compte parmi les six organismes non gouvernementaux de défense des droits de l'homme en Grèce qui participent au Comité national pour les droits de l'homme
- est partenaire opérationnel du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et membre du Conseil européen pour les réfugiés et les exilés.

CONTACT:

Site web: <http://www.gcr.gr/>

Observatoire grec des accords d'Helsinki

L'Observatoire grec des accords d'Helsinki suit l'actualité, publie des articles et promeut les droits de l'homme en Grèce.

L'Observatoire grec des accords d'Helsinki

- a été créé en 1992
- constitue le comité national grec de la Fédération internationale Helsinki pour les droits de l'homme
- suit l'actualité, publie des articles et promeut les droits de l'homme en Grèce et, parfois, dans les Balkans
- a participé, souvent en qualité de coordinateur, au suivi des médias grecs et balkaniques en ce qui concerne les préjugés et la violence verbale; a réalisé des rapports annuels détaillés, des rapports parallèles/informels au sein des organes de l'ONU et des rapports spécialisés concernant les maltraitances et les communautés ethniques, ethno-linguistiques, religieuses et immigrées.

CONTACT:

Site web: <https://greekhelsinki.wordpress.com/>

Amnesty International Grèce

Amnesty International s'adresse à des gouvernements, à des organisations intergouvernementales, à des groupes politiques armés, à des sociétés et à d'autres organismes non étatiques et enquête systématiquement et avec impartialité sur des affaires individuelles et des formes plus larges de violations des droits de l'homme.

Amnesty International

- est un mouvement mondial indépendant, composé de volontaires qui luttent pour la défense des droits de l'homme
- défend les prisonniers de conscience, victimes de la violence et de la pauvreté
- souhaite mettre un terme à la violence contre les femmes
- prône l'abolition de la peine de mort, de la torture et de la restriction des libertés au nom de la «guerre et du terrorisme»
- lutte contre les discriminations dont sont l'objet les réfugiés, les migrants, les minorités et les défenseurs des droits de l'homme.

CONTACT:

Site web: <http://www.amnesty.org.gr/>

■ Dernière mise à jour: 17/06/2025

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.